

RENCONTRÉ



AVEC PASCAL LOROT

PRÉSIDENT DE L'INSTITUT CHOISEUL

L'Institut Choiseul est un centre de recherche indépendant dédié à l'analyse des grandes questions économiques, politiques et stratégiques internationales. Basé à Paris, proche des cercles dirigeants économiques et politiques français et européens, ce think tank réputé a su développer également au cours de ces dernières années de nombreuses actions en direction de l'Afrique, un continent que connaît bien son président Pascal Lorot.

Rencontre avec Pascal Lorot, président de l'Institut Choiseul, qui livre, entre autres questions, son analyse sur l'aspect économique de l'intervention de la France au Mali mais évoque aussi la Guinée équatoriale. La rédaction

● L'année 2013 débute son cycle sur une économie mouvementée. On parle de guerre des monnaies. Commentons par la zone euro. Le FMI utilise le mot "récession" dans la zone euro. Pour autant, la France s'est engagée dans la guerre au Mali. La France a-t-elle un intérêt économique à intervenir au Mali ?

L'intervention de l'armée française au Mali répond avant tout à la nécessité de mettre un terme

à la sanctuarisation, dans le nord de ce pays, de groupes islamistes extrémistes qui menacent de fait les équilibres politiques régionaux et qui, dans les régions qu'ils contrôlent, ont imposé des conditions de vie indignes aux populations locales.

Il est clair que la survie même du Mali était en jeu. Le coup d'arrêt donné à la poussée vers le Sud des groupes islamistes, puis la reconquête armée des villes de la boucle du Niger et, ensuite, de celles du Nord, vise à réinstaller les autorités légitimes du Mali dans la plénitude de leurs prérogatives régaliennes sur l'ensemble du territoire de ce pays.

On cherche souvent, c'est là un travers journalistique, des motivations cachées à toute décision politique. Là, il n'y en a pas. Le prisme de l'intérêt économique n'a pas été l'aiguillon de l'intervention française. Il s'agissait de sauver Bamako, qui était réelle-

ment menacée, et de soutenir un pays et un peuple amis.

● Pensez-vous que ces actions militaires sont effectuées pour racheter l'image de la France qui, on le sait, a livré massivement pendant la guerre en Libye, sous Sarkozy, des armes par avions cargos entiers, aux mains des civils libyens dont certains étaient terroristes ?

Non, bien sûr. L'intervention en Libye a été unanimement soutenue en France, à droite comme à gauche. Lorsque l'on voit la situation dans le pays aujourd'hui, avec le recul qui s'impose, on peut certes s'interroger sur le bien-fondé de l'action de la France. La démocratie n'a pas véritablement progressé, c'est le moins que l'on puisse dire. Le statut de femmes et la protection des minorités non plus. Surtout, l'instabilité est devenue systémique avec une forte porosité entre acteurs libyens et

groupuscules islamistes. Qui plus est, une partie des armes livrées par les Occidentaux mais aussi, ne l'oublions pas, par le Qatar, a été captée par différents mouvements terroristes dont certains se retrouvent aujourd'hui face à la France et à ses alliés africains au Mali.

Pour autant, il n'y a pas de rachat d'une intervention par une autre. La diplomatie française est guidée par un principe simple, qui est celui de la realpolitik. Le Mali était menacé, les pays voisins n'étaient pas en mesure de lui porter secours. La France a donc apporté son concours direct en attendant la constitution d'une vraie force africaine susceptible de la relayer.

● Ne nous voilons pas la face, derrière toute intervention militaire occidentale dans un pays en guerre se cache généralement la volonté de sécuriser, voire de mettre la main sur des ressour-

ces stratégiques, comme le pétrole en Libye. Monsieur Lorot, en bon géopoliticien, qu'en pensez-vous ?

La sécurisation des sources d'approvisionnement énergétique peut en effet constituer un motif mais celui-ci est rarement premier. Il vient en complément d'un contexte plus global qui appelle à une réponse circonstanciée. La guerre en Irak ne fut pas une guerre pour le pétrole même si elle eut des conséquences pétrolières. L'intervention en Libye, pas plus, même si la France peut en espérer des retombées économiques pour ses entreprises. Dans le cas du Mali, il faut raisonner à l'échelle de la sous-région. Le Mali présente un intérêt stratégique assez faible vu sous l'angle économique. Mais son basculement dans la mouvance AQMI aurait indubitablement fragilisé la sécurité des installations de phosphates en Mauritanie et d'uranium au Niger, ce qui aurait été dommageable aux intérêts français.

● Monsieur Lorot, vous connaissez bien la Guinée équatoriale où vous vous rendez depuis plusieurs années. Les relations entre la Guinée équatoriale, richissime État pétrolier d'Afrique centrale et la France, actuellement en pleine crise sont très conflictuelles. En 2009, un câble WikiLeaks aurait d'ailleurs révélé, sous le mandat de l'ancien président Nicolas Sarkozy, qu'après la fin du conflit en Libye, la Guinée équatoriale serait le prochain pays d'Afrique à connaître la guerre ? Que pensez-vous de tous ces bruits dont les nuisances sonores parasitent les relations entre ces deux États depuis plus de 4 ans ?

Je connais bien en effet la Guinée équatoriale. Je peux témoigner des progrès spectaculaires réalisés dans les domaines du développement social, des infrastructures et, plus généralement, du bien-être de la population. Mais tout ceci est mal connu en Europe et particulièrement en France. Il est

vrai aussi, en sens inverse, que la Guinée équatoriale, à un moment où les médias sont un vecteur essentiel en terme d'image, fait malheureusement bien peu pour faire découvrir ses réalisations et expliquer sa politique. De là en découlent des incompréhensions et une vision biaisée de chaque côté. C'est bien dommage car la France et la Guinée équatoriale ont tout pour devenir des partenaires stratégiques dans cette région où combien prometteuse du golfe de Guinée.

Il est vrai que les relations entre les deux pays sont polluées par cette affaire des biens dits "mal acquis". À cet égard, on peut légitimement s'interroger sur la légitimité qu'à la justice française à s'immiscer dans des affaires internes à un pays ami. Le temps où la France donnait des leçons au monde est aujourd'hui révolu, finissons-en. Il est temps, je le crois, de passer à une nouvelle étape dans nos relations bilatérales qui soit faite de compréhension, de respect mutuel et qui ouvre la voie à de vrais partenariats bénéfiques à nos deux peuples.

● Et pour conclure ?

L'Afrique est pour moi le futur cœur du monde. Sa population va croissante – un homme sur deux sera africain en 2100 ; une classe entrepreneuriale émerge qui est de plus en plus intégrée à l'économie mondiale ; une partie importante de sa jeunesse est bien formée ; enfin, l'Afrique s'appuie sur des richesses minières et minières de premier plan. Au total, ce continent a tout pour réussir. Mais, si elle le souhaite vraiment, et c'est là mon intime conviction, elle doit s'appuyer sur l'Europe qui est son partenaire naturel, avec lequel les complémentarités sont évidentes.

Le XXIème siècle ne sera pas américain, n'en déplaise à nos amis d'outre-Atlantique. Il ne sera d'ailleurs pas plus chinois. Le XXIème siècle sera africain, telle est ma certitude !

INFO+

PASCAL LOROT

Docteur en sciences politiques, Docteur en sciences économiques.

Président fondateur de l'Institut Choiseul, Pascal Lorot a une carrière riche qui l'a amené à exercer des fonctions variées notamment dans l'industrie (chef économiste puis directeur des relations institutionnelles de Total), dans la banque (directeur de la BNP en URSS) ou encore dans le domaine de la recherche en relations internationales (notamment à l'Institut français des relations internationales). Dans la sphère politique et administrative, Pascal Lorot a occupé le poste de conseiller du ministre de l'Économie et des Finances (Edmond Alphandéry, gouvernement Balladur) après avoir exercé des fonctions identiques auprès de Jacques Attali à la présidence de la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (Londres). Il a aussi siégé au Collège de la Commission de régulation de l'énergie (2004 à 2010) en France. Enfin, Pascal Lorot est éditeur à l'Institut Choiseul et est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages.

www.choiseul.info / pascal.lorot@choiseul.info
+33 (0)1 53 34 09 93